

Les monnaies numériques des banques centrales : vers une société sans espèces ?

Les cryptomonnaies intéressent les États, au point que certains envisagent de créer leur propre monnaie numérique. Ce qui pourrait transformer radicalement le système bancaire. Explications.

Cet article est republié à partir de [The Conversation France](#)

Alors que les monnaies numériques privées telles que le bitcoin font chaque jour l'actualité, des États comme la Chine et la Suède étudient la possibilité de créer une monnaie numérique de banque centrale (en anglais, *Central-Bank Digital Currency* ou CBDC). L'objectif de cette nouvelle forme de monnaie ? Complémenter (ou éliminer totalement) les billets de banque et les pièces.

Ces CBDCs pourraient révolutionner non seulement la façon dont l'argent est créé et distribué, mais aussi le système bancaire tel que nous le connaissons actuellement, composé d'une banque centrale et de banques commerciales.

Pourquoi des CBDCs ?

Les banques centrales envisagent l'introduction des CBDCs pour plusieurs raisons. Premièrement, les considérations de coût jouent un rôle. Pour les

banques centrales, les billets de banque et les pièces de monnaie sont chers à produire, distribuer, gérer et remplacer. Le coût de la production et de la gestion de petites pièces dépassent leur valeur nominale – jusqu'à quatre fois pour les pièces de 1 et 2 cents. Pour les banques commerciales, les frais de gestion liés aux espèces ne sont pas facturés au client, mais subventionnés par des revenus provenant d'autres sources.

L'autre préoccupation des gouvernements est la lutte contre les activités illégales. En effet, les billets de banque permettent des transactions anonymes. Réduire leur utilisation, ou l'éliminer complètement, permettrait par exemple de limiter la fraude et la corruption. C'est pour cette raison que le gouvernement indien a lancé une politique de démonétisation en novembre 2016, retirant de la circulation 86 % de sa monnaie du jour au lendemain.

En outre, le public préfère de plus en plus les moyens de paiement plastiques, mobiles ou électroniques. En Suède, les paiements en espèces dans le secteur du commerce de détail sont passés de près de 40 % en 2010 à environ 15 % en 2016. Les deux tiers des consommateurs du pays déclarent pouvoir gérer sans espèces et plus de la moitié des succursales bancaires du pays n'effectue plus de transactions en espèces.

Stefan Ingves, gouverneur de la banque centrale suédoise Riskbank, soutient la création de la « e-krona », mais considère comme « raisonnable » que les banques commerciales continuent à gérer des billets et des pièces de monnaie. Selon lui,

« Une interdiction des billets de banque va à l'encontre de la perception qu'a le public de ce qu'est l'argent et de ce que font les banques. »

Il souligne également que, pour des raisons de sécurité,

« Nous avons besoin de billets de banque et de pièces de monnaie qui fonctionnent sans électricité. »

Enfin, la popularité croissante des monnaies numériques privées et des nouvelles technologies de paiement telles que le registre distribué (*distributed ledger*) utilisé par ces monnaies ont mis les banques centrales en état d'alerte. Ces dernières peuvent en effet difficilement se permettre de prendre du retard sur la monnaie ou la technologie. Le problème, a récemment déclaré Ingves, est que tous les paiements risqueraient alors d'être contrôlés par des banques du secteur privé.

Éliminer les billets de banque, est-ce réaliste ?

L'élimination des billets de banque n'est pas réalisable actuellement. Tout le monde n'a pas (ou ne peut pas avoir) un compte bancaire, une carte de débit/crédit, ou l'accès à des systèmes de paiement électronique via un smartphone ou un ordinateur. Les gens ne peuvent pas être forcés à acquérir ou à utiliser ces outils. De plus, l'accès à une carte de débit/crédit peut être refusé aux personnes non solvables. En outre, une économie entièrement basée sur les paiements électroniques est sujette à des perturbations, y compris des cyberattaques.

La suppression des billets de banque se heurte aussi à d'importants problèmes conceptuels. Aujourd'hui, les billets émis par les banques centrales constituent notre monnaie de base ; ils sont notre unité de mesure de la valeur. Les États-Unis ont abandonné l'étalon-or en 1971 et désormais, les pays ne soutiennent plus leur monnaie en la basant sur des réserves de valeurs primitives (comme l'or) – à l'exception du Venezuela qui a récemment lancé le « pétro », une cryptomonnaie soutenue par les réserves pétrolières du pays. L'argent de base est actuellement une monnaie fiduciaire dont la valeur est maintenue par la confiance.

Pour autant, la plus grande part de la masse monétaire ne se trouve pas sous forme de billets de banque : ceux-ci ne contribuent qu'à 5 % ou 10 % de la masse monétaire selon les pays, les 90 % à 95 % restants étant constitués de dépôts bancaires. Bien que ces derniers ne soient que de simples numéros dans des ordinateurs, ils constituent des dettes remboursables sur demande en billets de banque, les banques centrales étant prêtes à fournir les billets requis si une banque commerciale ne dispose pas de liquidités suffisantes.

Si les billets de banque n'existaient plus en tant que monnaie de base, les dépôts ne correspondraient plus à la dette des banques commerciales vis-à-vis de leurs clients, mais seraient simplement des chiffres représentant le pouvoir d'achat. Ces chiffres apparaîtraient classiquement comme des dettes au bilan des banques, dont la seule obligation serait de transférer, sur demande, une somme donnée à une autre entité. La « monnaie », c'est-à-dire le pouvoir

d'achat, serait alors entre les mains d'entreprises privées - les banques commerciales - le rôle des banques centrales se limitant à la garantie des transferts. La confiance du public dans la création et la distribution de l'argent pourrait être ébranlée.

Les CBDCs changeraient-elles la création et la distribution de l'argent ?

Les banques centrales étudient les moyens d'éliminer les billets de banque (ou en réduire la diffusion) tout en conservant leur rôle de fournisseurs de monnaie de base.

Notre système bancaire actuel comprend deux niveaux, les banques centrales et les banques commerciales jouant des rôles distincts. Les banques centrales garantissent la sécurité et l'intégrité de l'argent, veillent à ce que la masse monétaire permette la croissance économique et produisent les liquidités requises par l'activité économique. Mais elles ne traitent pas directement avec des entités non bancaires. Ce sont les banques commerciales qui stockent l'argent du public dans les comptes et transfèrent cet argent à la demande du titulaire.

Les banques centrales ne ciblent plus directement la quantité totale d'argent, mais plutôt les taux d'intérêt. Dans le système bancaire actuel, l'argent est généré de deux façons. Premièrement, les banques commerciales créent de l'argent lorsqu'elles consentent un prêt et créditent un compte de ladite somme. Deuxièmement, après la crise financière de 2007-8, les banques centrales ont créé de la monnaie avec un assouplissement quantitatif (*Quantitative Easing* ou QE en anglais). Depuis le début du QE, la Réserve fédérale des États-Unis (la banque centrale américaine) a acheté plus de 4,2 trillions de dollars d'actifs (un trillion représentant mille milliards). Les billets de banque n'entrent pas directement dans ce processus de création de monnaie, mais ils fournissent les bases comptables.

À l'heure actuelle, les particuliers et les entités non bancaires ne peuvent pas obtenir de billets directement auprès de la banque centrale, mais passent par des banques commerciales. Si les banques centrales créent des CBDCs comme monnaie de base, elles pourraient décider de permettre à des entités non bancaires ou à des individus de détenir des comptes CBDCs directement auprès d'elles. La possibilité de le faire vient des progrès technologiques des registres distribués, qui permettent le transfert d'argent pair-à-pair sans passer par les actuels systèmes de paiements. Le registre distribué est utilisé, par exemple, pour confirmer des transactions dans des cryptocurrencies privées telles que bitcoin (la blockchain, qui assure la sécurité des transactions en bitcoin, est une forme de registre distribué) et Ethereum.

Le processus pourrait aller plus loin. Si les banques centrales autorisent des entités privées non bancaires ou des particuliers à détenir directement des comptes en CBDCs, les banques centrales pourraient accorder des crédits dans leur monnaie numérique. Ce qui pourrait avoir d'importantes conséquences pour le système bancaire bipartite actuel.

Sergio Focardi (2018), « Money : What It Is, How It's Created, Who Gets It, and Why It Matters », Routledge.

Sergio Focardi, Enseignant-chercheur en Finance quantitative à l'ESILV et à l'EMLV, membre du De Vinci Research Center, Pôle Léonard de Vinci - UGEI

Article écrit par THE CONVERSATION FRANCE